

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât Territoire  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 07/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**EPC FRANCE**

Dépot de Montdragon  
Muratet  
81440 Montdragon

Références : 81-CRARC-2023-47  
Code AIOT : 0006802305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 dans l'établissement EPC FRANCE implanté lieu-dit Muratet 81440 Montdragon. L'inspection a été annoncée le 28/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 concernant le retour d'expérience accidentologique au sein des établissements SEVESO SEUIL HAUT.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- Dépot de Montdragon Muratet 81440 Montdragon
- Code AIOT : 0006802305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est dédié à l'entreposage et à la distribution de produits explosifs pour les chantiers utilisateurs (mines, carrières et chantiers de travaux publics).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité mais des observations ont été émises. On notera principalement celle concernant la mesure de maîtrise des risques mettant en œuvre les équipements de protection contre la foudre – paratonnerre et parafoudres - pour laquelle il est demandé à l'exploitant d'indiquer les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie de ces équipements (article 54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> EPC détient la triple certification 9001 (qualité), 14001 (environnement) et 45001 (sécurité). Les modalités de gestion des accidents et incidents sont régis par le Système de Management Intégré (SMI) d'EPC France (version 9 d'avril 2021) et plus particulièrement par la procédure PRO-15 " <i>Gestion du retour d'expérience et RI (remontées d'information)</i> " version v02a de mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<b>Constats :</b> La remontée d'information est organisée par la procédure PRO-15 version v02a de mars 2022.  Sur le site, toute personne qui constate une anomalie en informe le chef de dépôt qui complète le formulaire <i>Fiche remontée d'information</i> . L'analyse de la fiche est réalisée par le QSE Sud en lien avec le chef de dépôt. Le formulaire a été mis à jour le 09 février 2023 pour introduire une notion de priorité dans le traitement de l'anomalie constatée : Priorité 1 : Actions à mettre en place dans le trimestre avec mesures compensatoires Priorité 2 : Actions à mettre en place dans l'année avec surveillance en attendant Priorité 3 : Archiver la RI (remontée d'information) La cotation est décidée par le QSE. Le formulaire en vigueur est le FORS-04-V03 <i>Fiche remontée d'information</i> (MAJ le 09/02/2023).  En cas d'accident du travail avec arrêt, un arbre des causes est réalisé obligatoirement. En présence d'un accident du travail sans arrêt, la réalisation de l'arbre des causes n'est pas obligatoire mais est généralement réalisé.  Le QSE (QSE Sud, QSE Usine, QSE Ouest et Directeur (= QSE Nord Est)) analysent, au niveau national, les différentes fiches qui sont remontées par les chefs de dépôts. La récurrence d'un événement sur plusieurs sites peut donner lieu à l'organisation d'un quart d'heure sécurité qui sera réalisé dans le cadre des réunions trimestrielles réunissant le chef de dépôt et le personnel du site. Trois réunions doivent être organisées à minima. La dernière organisée sur le dépôt de Montdragon a eu lieu le 28 avril 2023. Les thèmes abordés ont été : la sécurité, la formation et la prévention des risques (1/4 d'heure sécurité).  Un livret RI (remontée d'information) annuel est également réalisé par le QSE. Il se présente sous forme de fiches présentant une description de l'évènement et les actions correctives mises en place. Elles sont parfois complétées par des rappels. L'exploitant a présenté le document 2022 regroupant les événements survenus en 2021.
<b>Observations :</b> Le formulaire pourrait utilement prévoir de mentionner si la remontée d'information concerne une mesure de maîtrise des risques (MMR).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures de maîtrise des risques (MMR) en place sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le débroussaillage</li><li>- la formation du personnel</li><li>- le paratonnerre et les deux parafoudres</li><li>- le suivi du stock</li><li>- les plans de prévention/permis de travail</li></ul> <p>Le site est équipé d'un paratonnerre (au niveau du stockage 5 vide) et de deux parafoudres (1 dans l'armoire électrique des igloos 1, 2 et 3 et 1 dans l'armoire électrique de l'igloo 4). Lors de la réception de l'alerte météo orage par Météo France et 1/4 d'heure avant l'évènement, les portes des dépôts sont fermées et le personnel est évacué de la zone pyrotechnique. Une fois l'évènement passé, le chef de dépôt vérifie s'il y a eu des impacts recensés au niveau du compteur foudre et trace la vérification au niveau de la fiche de suivi protection foudre. Le dernier épisode orageux a eu lieu le 11 mai. Aucun impact foudre n'a été relevé par l'exploitant suite à son contrôle. L'état des parafoudres présents dans les armoires électriques n'est, en revanche, pas vérifié.</p> <p>Néanmoins, le paratonnerre et les 2 parafoudres constituant une MMR, le bon fonctionnement de ces derniers doit être assuré. Conformément à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation 1 :</b> Il est demandé à l'exploitant de s'assurer, en cas d'impact foudre avéré sur le site, du bon état des parafoudres situés dans les 2 armoires électriques et de tracer la vérification sur le document "Fiche de suivi protection Foudre".</p>

**Observation 2 :** Il est demandé à l'exploitant d'indiquer les modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des équipements foudre (paratonnerre et parafoudres) et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<b>Constats :</b> Aucun évènement n'a été remonté par le site depuis au moins 2020. Une présentation des remontées d'informations marquantes est néanmoins réalisée annuellement lors de la Commission de Suivi de Site (CSS). La dernière s'est tenue le 30/05/2022.  Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant avait transmis à l'inspection 8 fiches de remontée d'information établies sur la période février 2020 - juillet 2022. Toutes les fiches ont fait l'objet d'un échange avec l'exploitant lors de l'inspection. Les actions correctives mises en œuvre ont été jugées efficaces et ont permis de clôturer les fiches.  Au regard des échanges avec l'exploitant et bien que les conséquences aient été limitées :échappement d'une grosse fumée noire, il aurait été intéressant de porter à la connaissance de l'inspection, l'évènement concernant l'inversion des branchements électriques, par la société intervenante, du compresseur d'air du hangar où est stocké le nitrate d'ammonium.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de réfléchir à des critères définissant les événements à porter à la connaissance de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
<b>Constats :</b> Le dernier audit interne a été réalisé en 2020 et le dernier audit externe en 2021. Cet audit a mis en évidence une non-conformité concernant l'absence de test de situations urgences environnementales. En réponse, un exercice environnemental a été organisé le 12/05/2023. L'exercice consistait en l'épandage d'un sac de nitrate fioul dans un dépôt. Cet exercice a fait l'objet du rapport 2023-MTG-env.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet